



Numéro PPQ/

mercredi 10 août 2016

## Les grands titres:

- Soudan du Sud : l'ONU appelle à éviter une aggravation de la tragédie humanitaire
- Népal : des musées rouvrent leurs portes plus d'un an après le séisme, se félicite l'UNESCO
- Le HCR inquiet des allégations de mauvais traitements de demandeurs d'asile détenus sur l'île de Nauru
- Maldives : un expert de l'ONU préoccupé par l'adoption d'une nouvelle loi menaçant la liberté d'expression
- Colombie : l'extraction d'or souvent liée à des activités criminelles, selon l'ONUDC
- Pakistan : l'UNESCO condamne l'assassinat de deux journalistes
- Au Mali, réapprendre à vivre ensemble avec le soutien du Fonds pour la consolidation de la paix

## Soudan du Sud : l'ONU appelle à éviter une aggravation de la tragédie humanitaire



**10 août** - De retour d'une visite de trois jours au Soudan du Sud, le Secrétaire-général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, a appelé mercredi à ce que les combats et les atrocités cessent immédiatement.

« Je demande à la communauté internationale de faire en sorte qu'ensemble, nous puissions éviter une aggravation de la tragédie humanitaire au Soudan du Sud », a dit M. O'Brien lors d'une conférence de presse aujourd'hui à New York.

« Cette année, les donateurs ont déjà donné plus d'un demi-milliard de dollars pour le Plan d'action humanitaire d'urgence. Mais il nous manque encore plus de 700 millions de dollars et cette somme va augmenter une fois que l'appel sera révisé dans les prochaines semaines afin de refléter les besoins qui sont apparus depuis le début de l'année 2016 », a-t-il précisé.

Depuis sa première visite au Soudan du Sud il y a un an, M O'Brien n'a pu constater qu'une nette détérioration de la situation humanitaire, y compris dans les zones qui étaient relativement stables. « En juillet 2015, les villes de Wau and Aweil présentaient des lueurs d'espoir et des perspectives de développement. Aujourd'hui, l'une est embourbée dans des conflits, l'autre fait face à la pire insécurité alimentaire jamais vue depuis plusieurs années et la situation risque réellement de s'aggraver malgré l'incroyable travail des organisations humanitaires », a souligné le chef de l'humanitaire de l'ONU.

« Les gens du Soudan du Sud ne fuient pas seulement leurs maisons parce qu'ils ont besoin de nourriture, d'abris, de soins médicaux et d'écoles pour leurs enfants. Ils fuient car ils craignent pour leur vie », a dit M. O'Brien « À chaque endroit où il y a eu des combats, des civils ont été attaqués et déplacés de force. Plus de deux millions de personnes ont fui leurs foyers depuis décembre 2013 », a-t-il rappelé le Secrétaire-général adjoint, faisant référence aux témoignages de victimes du conflit qu'il a rencontrées et qui ont exprimé « un besoin de sécurité



pour continuer à vivre ».

Lors d'une rencontre avec le Président du Soudan du Sud, Salva Kiir, M. O'Brien a exprimé en des termes clairs son choc et sa consternation sur les informations effroyables faisant état de violations commises contre des civils. « J'ai particulièrement condamné les actes odieux de violence sexuelle perpétrés contre les femmes et les filles, y compris par des membres des forces armées », a dit le Secrétaire-général adjoint. « J'ai également rappelé la nécessité d'accorder aux travailleurs humanitaires un accès libre, sûr et sans entrave à toutes les personnes dans le besoin, où qu'elles soient, et de respecter ces travailleurs et leurs équipements ».

« Il n'y a pas de solution militaire à ce conflit », a conclu Stephen O'Brien. « Je demande à tous les acteurs armés de faire taire immédiatement les armes, mettre fin à la culture de l'impunité, et permettre aux civils de vivre en paix ».

## Népal : des musées rouvrent leurs portes plus d'un an après le séisme, se félicite l'UNESCO



Le Musée national du Népal a été endommagé par le séisme de 2015. Photo UNESCO/N. Shrestha

**10 août** - Plusieurs musées viennent de rouvrir au Népal plus d'un an après un séisme dévastateur qui a tué des milliers de personnes et fait de considérables dégâts, s'est félicité l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

« Le Musée national, le Musée Patan, le Musée Panauti, et le National Art Gallery sont à nouveau ouverts, et les visiteurs reviennent pour admirer leurs riches collections. Il reste cependant encore beaucoup à faire et d'autres musées restent fermés au public », a déclaré l'UNESCO dans un communiqué de

presse.

Le séisme du 25 avril 2015 a tué plus de 8.700 personnes, blessé 22.000 autres et détruit ou endommagé plus de 250.000 maisons. Cette catastrophe naturelle a fortement endommagé le patrimoine culturel et naturel du Népal, y compris 691 bâtiments historiques dans 16 provinces, dont 131 se sont totalement effondrés.

Une rapide évaluation visuelle a révélé que les monuments, institutions et sites situés à l'intérieur du site du patrimoine mondial de la vallée de Katmandou étaient sérieusement touchés.

« Les progrès accomplis à ce jour, grâce à l'aide des partenariats en cours et au travail acharné qui a été fourni, peuvent être célébrés », a souligné l'UNESCO.

Durant les mois qui ont suivi la catastrophe, l'agence onusienne et le Département d'archéologie du Népal (DoA) ont joint leurs efforts pour sauvegarder, inventorier et veiller à la sécurité des artefacts durant leur stockage ainsi que pour les éléments architecturaux caractéristiques dans plusieurs institutions et sites touchés, tels que Hanumandhoka, Swayambhu et le Musée National de Chhauni.

Des formations ont également été organisées pour des employés de musées de Katmandou et d'autres musées dans le but de sauvegarder les collections muséales. Ces formations étaient centrées sur la préservation des collections et le stockage, sur le nettoyage, la stabilisation, l'étiquetage et l'emballage des différentes pièces de musées.

Une infrastructure de stockage, financée par l'UNESCO, a également été installée dans le cadre des ateliers, afin de protéger les quelque 300 objets déplacés.

En juillet 2016, l'UNESCO a collaboré avec le Musée national du Népal et le DoA

pour commencer à travailler sur la numérisation de la collection du Musée pour un inventaire systématique.

Selon l'UNESCO, le patrimoine culturel constitue une source d'identité et de fierté, et sa protection est essentielle pour le développement durable et en particulier pour l'économie touristique au Népal.

« La réhabilitation des musées du Népal et des bâtiments historiques après le séisme 2015 a un impact profondément positif sur le développement économique et social du pays. La réouverture des musées et la restauration des temples engendrent un extraordinaire sentiment identitaire, ainsi que de la détermination et de l'espoir », a déclaré le Directeur du Bureau de l'UNESCO à Katmandou, Christian Manhart.

## Le HCR inquiet des allégations de mauvais traitements de demandeurs d'asile détenus sur l'île de Nauru



Un centre pour réfugiés sur l'île de Nauru. Photo HCR/N. Wright

10 août - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est déclaré très préoccupé mercredi par les allégations publiées par le quotidien britannique The Guardian concernant le mauvais traitement de réfugiés et demandeurs d'asile qui ont essayé de rejoindre l'Australie et sont détenus sur l'île de Nauru, dans le Pacifique.

Selon The Guardian, 2.000 documents intitulés les « Nauru files » décrivent les conditions de vie extrêmes subies par 442 réfugiés et demandeur d'asile sur l'île de Nauru, à 3.000 km au nord-est de l'Australie. Ces documents détaillent des cas d'agressions, d'abus sexuels, d'automutilations, dont plus de la moitié concernent des enfants.

« Bien que le HCR ne soit pas en mesure de vérifier les incidents individuels soulevés par ces articles, les documents publiés sont globalement conformes avec les inquiétudes persistantes du HCR concernant la santé mentale, ainsi que les conditions générales subies par les réfugiés et les demandeurs d'asile sur l'île de Nauru », a dit le HCR dans un communiqué de presse.

L'agence onusienne a déclaré avoir observé et signalé depuis 2012 une détérioration progressive de la situation des réfugiés et des demandeurs d'asile sur Nauru lors de ses visites régulières.

« Des solutions sont nécessaires de toute urgence », a souligné le HCR. « Des retards dans des mesures immédiates pour rectifier la situation actuelle aggravent la souffrance humaine et causent la détérioration actuelle ».

Le HCR a réitéré sa demande que les réfugiés et les demandeurs d'asile soient immédiatement transférés hors de Nauru.

## Maldives : un expert de l'ONU préoccupé par l'adoption d'une nouvelle loi menaçant la liberté d'expression



Vue aérienne de Malé, la capitale des Maldives. Photo: Nattu

**10 août** - Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, David Kaye, a déploré mercredi une loi adoptée par le Parlement des Maldives qui pourrait limiter le droit à la liberté d'expression.

Dans un communiqué de presse, M. Kaye a averti que la « Loi sur la protection de la réputation et la liberté d'expression », qui a été adoptée le 9 août, limite le droit à la liberté d'expression à tel point que ce droit est lui-même menacé.

« Criminaliser l'expression pour des motifs vagues et imprécis comme le prévoit la loi est une attaque directe contre l'exercice du droit à la liberté d'expression aux Maldives », a déclaré M. Kaye. « La liberté d'expression est un droit fondamental et toute restriction doit être étroitement et objectivement définie ».

Selon le Rapporteur spécial, la loi criminalise tout discours jugé diffamatoire, tel que des commentaires contre « toute doctrine de l'Islam », les « menaces visant la sécurité nationale » ou la « contradiction des normes sociales communes ». Ceux qui commettent cette infraction à la loi peuvent faire face à des amendes et s'ils ne paient pas l'amende ils risquent une peine de prison entre trois et six mois.

Selon M. Kaye, cette loi aura un « fort effet dissuasif sur les médias et la société civile, rendant la couverture de l'actualité et des critiques vraiment risquée ».

Il a rappelé que bien que le droit international des droits de l'homme protège les individus contre la discrimination et la violence basée sur leur religion ou leurs convictions, il ne protège pas les critiques ou commentaires contre la religion ou les convictions.

L'expert s'est dit prêt à participer à des discussions avec les autorités des Maldives et espère que le Président annulera la décision en renvoyant la loi au Parlement pour un examen plus approfondi en consultation avec des institutions indépendantes, des journalistes, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits humains.

Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la liberté de réunion pacifique et d'association, Maina Kiai, et le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits humains, Michel Forst, qui partagent cette préoccupation, ont co-signé avec M. Kaye une lettre envoyée aux autorités des Maldives détaillant leurs préoccupations concernant la loi.

## Colombie : l'extraction d'or souvent liée à des activités criminelles, selon l'ONU



Production de lingots d'or.  
Photo Banque mondiale/Jonathan Ernst

**10 août** - L'extraction de l'or alluvionnaire est souvent liée à des activités criminelles en Colombie, selon une récente étude de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) réalisée en collaboration avec le gouvernement colombien.

« Les résultats de cette étude indiquent qu'environ 60% de cette industrie en Colombie ne sont pas établis dans les cadres normatifs existants et que dans de nombreux cas, cette industrie finance et renforce les groupes criminels organisés », souligne l'ONUDC dans un communiqué publié mardi.

L'étude montre qu'en 2014, 78.939 hectares de terres, répartis sur 17 des 32 départements de la Colombie, étaient affectés par l'exploitation de l'or alluvionnaire. 79% de cette zone identifiée étaient concentrée sur les seuls départements d'Antioquia et de Chocó.

Le rapport note un lien entre l'exploitation de l'or alluvionnaire et les cultures de coca. « Prenant en exemple les départements de Caquetá, de Nariño et Putumayo, l'étude montre que plus de 80% des activités d'extraction d'or détectées se trouvent dans les territoires touchés par les cultures de coca », précise l'ONUDC.

L'exploitation d'or alluvionnaire en Colombie affecte également les populations autochtones et les terres communautaires afro-colombiennes sont les plus touchées par cette activité. L'étude montre également que les communautés autochtones Embera-Katio vivant dans les départements de Chocó et d'Antioquia sont très vulnérables aux activités aurifères alluvionnaires.

Grâce à ce rapport, le gouvernement de la Colombie et l'ONUDC espèrent contribuer à une meilleure compréhension des activités d'exploitation de l'or alluvionnaire dans le pays, en fournissant des informations objectives contribuant à la formulation de politiques publiques plus spécialisées dans ce domaine.

## Pakistan : l'UNESCO condamne l'assassinat de deux journalistes



Scène de rue à Quetta, dans la province du Balouchistan, au Pakistan. Photo UNICEF/Asad zaidi

**10 août** - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), Irina Bokova, a condamné aujourd'hui l'attaque terroriste meurtrière au Baloutchistan dans laquelle les journalistes pakistanais Mehmood Khan et Shehzad Ahmed ont été tués lundi.

« Je déplore la mort de Mehmood Khan et Shehzad Ahmed », a déclaré Mme Bokova. « La violence à l'encontre des civils ne peut être justifiée. La disparition de ces professionnels des médias dans la terrible attaque terroriste de Quetta met à mal la capacité des citoyens à entretenir un débat éclairé

qui est le fondement d'une bonne gouvernance et du dialogue ».

Les deux journalistes sont décédés ce lundi dans une attaque terroriste qui a tué au moins 70 personnes à Quetta, la capitale de la province pakistanaise du Baloutchistan. Mehmood Khan, caméraman pour la chaîne de télévision Dawn News, et Shehzad, caméraman pour Aqi TV, avaient été dépêchés à Quetta pour couvrir le meurtre du Président de l'association du barreau du Baloutchistan, survenu plus tôt dans la journée lorsque l'explosion est survenue au milieu du cortège.

La Directrice générale publie des communiqués sur le meurtre des professionnels des médias conformément à la résolution 29 adoptée par les Etats membres de l'UNESCO au cours de la Conférence générale de 1997 intitulée « Condamnation de la violence contre les journalistes ».

Depuis le début de l'année, 54 journalistes ont été assassinés dans le monde dans l'exercice de leur fonction.

## Au Mali, réapprendre à vivre ensemble avec le soutien du Fonds pour la consolidation de la paix



Le chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, reçoit le Sous-Secrétaire général de l'ONU pour l'appui à la consolidation de la paix, Oscar Fernandez-Taranco, lors d'une visite au Mali. Photo : MINUSMA

10 août - « Dans le discours sur la paix et la réconciliation, nous oublions parfois qu'il s'agit de la façon dont les communautés locales réapprennent à vivre ensemble », souligne le Sous-Secrétaire général des Nations Unies pour l'appui à la consolidation de la paix, Oscar Fernandez-Taranco, au sujet du Fonds de l'ONU pour la consolidation de la paix, qui soutient des millions de personnes dans 27 pays.

En mars de cette année, M. Fernandez-Taranco s'est rendu au Mali. Le gouvernement malien, avec le soutien de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), cherche à rétablir la stabilité et à reconstruire la cohésion sociale après une série de revers depuis le début de 2012, y compris un coup d'Etat militaire, et la reprise des combats entre les forces gouvernementales et les rebelles touaregs. Plusieurs Casques bleus de l'ONU ont également été tués ces derniers mois.

Le Mali - qui était autrefois un centre de commerce et d'apprentissage, célèbre pour des villes comme Tombouctou, et loué pour sa tolérance et son ouverture - est devenu très conflictuel au cours des derniers conflits. L'un des objectifs des Nations Unies au Mali est de rétablir la confiance entre les différentes communautés ethniques, régionales, économiques et religieuses.

En plus de créer un espace permettant aux différents groupes de se retrouver, l'ONU les aide à s'adapter sur le plan économique - en particulier les personnes qui avaient été déplacées par les combats.

### « Voir les ravages de la guerre... »

Balkissa Issoufi a perdu toutes ses ressources pendant le conflit mais doit toujours subvenir à ses besoins et à ceux de sept personnes à charge.

Elle a connu une période très difficile avant d'obtenir un soutien financier de l'ONU qui lui permet de vendre des condiments sur un petit marché de quartier pendant la journée et dans un magasin dans la soirée.

« Cette aide me permet de subvenir aux dépenses de la famille et j'épargne », a déclaré Mme Issoufi dans un entretien avec un employé de la MINUSMA.

Mme Issoufi fait partie d'un groupe de jeunes, de femmes et de personnes déplacées que M. Fernandez-Taranco a rencontré pendant sa visite au Mali pour discuter des programmes financés par le Fonds de l'ONU pour la consolidation de la paix, un mécanisme de financement qui soutient les pays sortant d'un conflit.

« J'étais très ému de voir les ravages de la guerre et combien il est important d'aider un pays à retisser les liens entre ces différentes communautés qui ont été séparées par un conflit, en permettant aux communautés locales de faire valoir leurs priorités », a déclaré M. Fernandez-Taranco au Centre d'actualités de l'ONU.

Depuis 2013, le Fonds pour la consolidation de la paix a alloué 12 millions de dollars à des activités de réponse rapide dans les régions de Gao, à Tombouctou, permettant de fournir des services de base et de créer des emplois.

Par exemple, l'argent octroyé par le Fonds a permis de créer trois sites de cantonnement pour environ 3.500 combattants. En outre, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) ont reçu un soutien pour former des jeunes et des femmes - comme Mme Issoufi - afin qu'ils puissent subvenir à leurs besoins sur les marchés locaux.

Cet argent a aussi financé des publicités radio ayant permis à près de 500 victimes de violences sexuelles de trouver un accès à des refuges, à un traitement et à un endroit pour parler entre elles, en dépassant les clivages ethniques. Près de 4.000 enfants - dont la moitié sont des filles - sont retournés à l'école après quatre années sans éducation et ont participé avec leurs parents à des programmes favorisant la paix et l'unité.

Voir l'impact du Fonds et sa capacité à unir les différentes entités des Nations Unies fait partie de la « spécificité du travail de consolidation de la paix qui est très difficile à expliquer », a déclaré M. Fernandez-Taranco.

« Il s'agit pour l'ONU d'offrir une réponse cohérente et d'intégrer les questions politiques, les questions de développement, les questions relatives aux droits de l'homme et de faire le lien avec la réponse humanitaire et de maintien de la paix de court terme auprès des communautés locales », a-t-il ajouté.

Hamada Adama Touré était à Gao lorsque la crise a éclaté, mais avait été déplacé par les organisations internationales de la capitale, Bamako, et a même été un réfugié en Libye et en Tunisie.

« Une fois que la crise a éclaté, les choses sont devenues très difficiles pour moi », a-t-il dit à la MINUSMA. « J'ai commencé à commercer avec les moyens à portée de main, mais cela n'a pas bien fonctionné ».

M. Touré a reçu 350.000 francs CFA, soit environ 600 dollars, grâce à un programme soutenu par le Fonds pour la consolidation de la paix. Cela lui a permis d'acheter des produits pour son magasin - qu'il réapprovisionne maintenant à travers un flux quotidien de revenus compris entre 25.000 et 40.000 francs CFA.

Cela lui permet de nourrir les 10 personnes de sa famille, y compris les quatre orphelins confiés à ses soins.

### ***Trouver 300 millions de dollars pour la consolidation de la paix***

Le Fonds pour la consolidation de la paix a été établi par le Secrétaire général de l'ONU en 2006 pour des activités, des actions, des programmes et des organisations qui soutiennent une paix durable. Le Fonds est sous la responsabilité du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, qui, entre autres responsabilités, approuve les projets et programmes et surveille leur mise en œuvre. Le Bureau du Fonds fiduciaire multi partenaire du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) gère le Fonds. Un conseil consultatif indépendant fournit des conseils et assure la surveillance.

M. Fernandez-Taranco, qui dirige le Bureau d'appui, décrit le Fonds comme un mécanisme de financement commun acceptant les risques et auquel « les bailleurs de fonds ont contribué généreusement au cours des dernières années ».

Étant donné le nombre de projets lancés par le Fonds et le nombre de conflits en cours dans le monde entier, l'argent dont dispose le Fonds ne correspond pas aux besoins. Le Fonds a actuellement des demandes représentant plus de 130 millions de



dollars mais n'a que 60 millions de dollars à sa disposition.

En septembre, en marge du débat de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies, les principaux bailleurs de fonds et États bénéficiaires se retrouveront pour une conférence de bailleurs de fonds, sous la direction du Royaume-Uni, de la Suède et du Kenya.

« Nous espérons collecter 300 millions de dollars », a déclaré M. Fernandez-Taranco, permettant au Fonds d'octroyer 100 millions de dollars chaque année.

La communauté internationale et tous les récents examens du travail effectué par la consolidation de la paix de l'ONU jugent que souplesse et caractère prévisible sont nécessaires, a-t-il ajouté. Cela veut dire que l'argent peut être alloué très rapidement à des activités comme le dialogue politique, la prévention de la violence dans le processus électoral, et le soutien aux projets de femmes et de jeunes soutenant les efforts de réconciliation.